



# Situation géopolitique de la péninsule coréenne

DANS **HÉRODOTE** 2011/2 n° 141 , PAGES 7 À 16

ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707169037

DOI 10.3917/her.141.0007

Date de mise en ligne : 15/09/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-herodote-2011-2-page-7?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# Situation géopolitique de la péninsule coréenne

*Entretien avec François Godement<sup>1</sup>*

*Béatrice Giblin : Voici près de soixante ans que la péninsule coréenne est divisée et, après dix ans d'une amorce de coopération qui pouvait donner à penser que la réunification était voulue par les deux parties, la tension entre les deux Corées s'est de nouveau considérablement accrue depuis 2008. Qu'en est-il de la réunification désormais ?*

François Godement : Comment résumer les dilemmes coréens ? Probablement en commençant par un paradoxe. La réunification nécessaire des deux Corées est un dogme : il existe un ministère du même nom en Corée du Sud, et le Nord en a fait la justification ultime de sa stratégie. Et pourtant, la division continuée de la péninsule est pour le Nord une condition à sa survie en tant que régime. Même la coexistence pacifique – sans parler d'un essor des échanges économiques et surtout humains entre les deux Corées – constitue une menace politique pour le Nord, qui a besoin du conflit comme terreau de son existence. Au Sud, les sacrifices qu'entraînerait une réunification sans doute chaotique font que celle-ci n'est pas un objectif poursuivi, mais seulement un plan de dernier recours.

À partir de la fin des années 1990, on a pu croire à une détente intercoréenne et à une réunification sur la base d'une convergence inéluctable. Plusieurs présidents sud-coréens, issus d'une alternance électorale, ont créé et renforcé la *Sunshine policy* tandis que l'effondrement de l'économie collective nord-coréenne se poursuivait. Le sommet intercoréen de juin 2000 – quelque peu amoindri par la révélation ultérieure des sommes versées pour l'obtenir – a représenté un espoir. Cela semble aujourd'hui avoir été surtout une fausse fenêtre.

---

1. Directeur et fondateur de l'Asia Centre : <[www.centreasia.eu](http://www.centreasia.eu)>

*BG* : Quel rôle joue la Chine dans le règlement de cette question coréenne et évolue-t-il avec sa montée en puissance ?

*FG* : La crise nucléaire dans la péninsule coréenne et l'affrontement à ce sujet ont pris un tour international en 1994, quand l'administration Clinton a engagé l'épreuve de force, et en même temps le dialogue, en envoyant à Pyongyang l'ancien président Jimmy Carter. La mort inopinée de Kim Il-sung, une succession alors considérée comme fragile n'empêchèrent pas la conclusion en octobre 1996 de l'accord de Genève. Complexe, celui-ci gelait en fait la situation en lançant un audacieux projet de centrale nucléaire de substitution : son avantage décisif était que le projet retardait les explications et la solution de la crise nucléaire. Plus tard, les deux parties – nord-coréenne et américaine – s'accuseraient de mauvaise foi tout en relançant par intervalles la piste diplomatique : ce furent les pourparlers à six, initiés en août 2003.

Progressivement, l'internationalisation a ainsi impliqué la Chine, en laquelle les États-Unis ont mis de grands espoirs. Elle devait jouer les bons offices pour amener la Corée du Nord à la table de négociation – localisée à Pékin. Elle devait aussi amener la Corée du Nord au compromis – en raison de la préférence chinoise pour la stabilité, de l'impact négatif pour la Chine d'une prolifération nucléaire dans la région, ou tout simplement dans la recherche d'une coopération stratégique avec les États-Unis. À cela s'ajoutait une nouvelle étape des relations entre la Chine et la Corée du Sud, marquée à la fois par des intérêts géopolitiques et géoéconomiques : la reconnaissance de la Corée du Sud par la Chine au début des années 1990, mais aussi l'essor incomparable des échanges économiques et humains entre la Corée du Sud et la Chine, qui n'avaient rien à voir avec ceux de la Chine et de la Corée du Nord ; rappelons simplement que 1 000 vols par semaine circulent depuis Séoul vers les grandes agglomérations chinoises. La Chine est la première destination d'études pour les jeunes Sud-Coréens. Séoul a même envisagé en 2010 un projet de zone immobilière dédiée aux investisseurs et particuliers chinois – à proximité immédiate de l'aéroport d'Incheon sur la mer Jaune, donc à quelques encablures de l'île de Yeonpyeong bombardée par la Corée du Nord en décembre 2010. Comme à Singapour, il s'agissait d'attirer les riches Chinois en en faisant des résidents. Le projet est aujourd'hui abandonné, victime des événements.

Sans doute la diplomatie américaine a-t-elle aussi préjugé d'un *quid pro quo* stratégique entre la question de Taïwan et celle de Corée du Nord. L'idée d'une influence modératrice dans les deux cas pouvait inciter à détendre la situation en Corée du Nord. Pour crédibiliser cette analyse, on a aussi énormément pris en compte l'hostilité, parfois politique, parfois nationaliste, voire quasi ethnique, des dirigeants nord-coréens envers leurs homologues chinois : l'indépendance

rageuse, le soupçon, et l'héritage du *Juche*, de la stratégie d'autosuffisance de Kim Il-sung.

En 2010 il faut cependant se rendre à l'évidence : tout cela ne conduit pas la Chine à une attitude convaincante envers la Corée du Nord, ni même à la conciliation avec Séoul, les autres puissances régionales et les États-Unis.

Ainsi, on a successivement eu le deuxième test nucléaire en 2009, nettement plus concluant que le premier, en mars 2010 l'incident du *Cheonan*, le navire de guerre sud-coréen coulé près de la frontière avec la Corée du Nord. Cet incident révèle aux Nations unies la volonté déterminée de la Chine de protéger la responsabilité de la Corée du Nord en obtenant une résolution ambiguë, où les responsables sont condamnés sans être nommément désignés. Puis, en octobre 2010, l'incident des îles Senkaku/Diaoyutai entre la Chine et le Japon fait monter la tension. Quand Pyongyang déclenche un audacieux bombardement de l'île Yeonpyeong à la limite de la zone de démarcation maritime entre les deux Corées, la Chine impose de traiter la Corée du Nord avec modération.

Une fois de plus, en 2010, les Occidentaux, les Japonais et Séoul semblent avoir entretenu des illusions sur l'état du système politique nord-coréen. La rumeur court que le dirigeant coréen Kim Jong-il est mourant, on présente son successeur comme un personnage médiocre, ce qui ouvre la porte aux spéculations sur la chute imminente du régime.

Or c'est justement, depuis la guerre de Corée, le moment où les dirigeants chinois donnent le plus de faste à la réception des dirigeants nord-coréens. Ainsi, à l'été 2010, les neuf dirigeants chinois du comité permanent du bureau politique, en vertu d'un accord de 1958 qui prescrit le protocole des rencontres des sommets entre RPDC et Chine, sont tous présents pour recevoir à Pékin le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il. Hu Jintao et le Premier ministre Wen Jiabao se déplaceront en Chine du Nord-Est pour rencontrer à nouveau Kim, ainsi que son fils promu à la succession. Autant de marques d'attention sans précédent, qui servent à stabiliser et crédibiliser le processus de succession lente en cours à Pyongyang.

*BG : Comment expliquer les illusions que se sont faites les Occidentaux sur la fragilité du régime nord-coréen ?*

*FG :* Les Occidentaux se sont trompés sur le processus de succession nord-coréen, très peu d'analystes (au premier rang desquels Ruediger Frank, de l'université de Vienne) l'ont correctement évalué pour ce qu'il est.

Le processus de succession a, en fait, entraîné un rééquilibrage avec la représentation de plusieurs clans familiaux, la présence simultanée du père et du fils, et non l'effacement du père même si celui-ci n'est pas en bonne santé. Auparavant, c'était la domination exclusive de la famille : au père succédait le fils. Désormais,

on est sorti du processus dynastique pur : à la famille au sens étroit s'adjoint un renouvellement des représentants des militaires, des proches de la famille et du Parti des travailleurs. La succession de 2010 a conduit à une direction plus équilibrée, rappelant que la direction chinoise est elle aussi collective. Il n'y a aucune raison de penser que Kim Jung-un n'est pas le *primus inter pares*, mais il existe aussi en germe la possibilité de sortir un jour du processus dynastique, en associant des proches du clan familial.

La Chine devient aussi un élément déterminant. Depuis l'échec de la réforme monétaire en Corée du Nord, cette dernière a dû ouvrir ses frontières à de nombreux projets économiques chinois. D'une façon assez fascinante, Pyongyang conserve une certaine marge d'autonomie vis-à-vis de la Chine, comme le montre un incident frontalier en juin 2010, où des gardes-frontières coréens ont tiré sur des passeurs chinois près de Dandong. La Chine, déjà surprise par le premier test nucléaire en octobre 2006, dont elle ne fut informée que quelques heures avant le lancement, le fut aussi par l'incident de Yeonpyeong en novembre 2010. La Corée du Nord sait ainsi faire preuve d'opportunisme tactique, dans la grande tradition du fondateur de la dynastie, Kim Il-sung. Ce dernier, quand le climat international s'assombrissait et que ses adversaires étaient quelque peu occupés ailleurs, en profitait pour passer à l'offensive, sachant que ses actes audacieux n'allaient pas provoquer de trop fortes réactions. Le meilleur exemple de cet opportunisme tactique fut la capture du navire espion américain *Pueblo* en 1968. L'incident de novembre 2010 suit exactement le contentieux sino-japonais, deux mois auparavant autour des îles Senkaku/Diaoyutai. Dans les deux cas, un accord international sur le contrôle effectif ne signifie pas une adjudication effective. Pyongyang peut ainsi prétendre agir dans le sillage de Pékin et sur le même modèle. Tout comme sur la question nucléaire, où les dirigeants nord-coréens font valoir à leurs homologues chinois que l'arme nucléaire chinoise avait, elle aussi, été construite pour résister à la menace américaine.

*BG : Quelle est la marge d'autonomie de la Corée du Nord ?*

*FG :* Les Nord-Coréens ont une certaine autonomie, plus tactique que stratégique, mais qui peut surprendre et irriter les dirigeants chinois eux-mêmes. La Chine n'a pas beaucoup le choix dans les pressions qu'elle peut adopter à l'endroit de la Corée du Nord, car elle a fait le choix de ses propres intérêts. Il en va de même avec le Soudan, la Birmanie ou l'Iran : l'isolement des sanctions internationales aboutit au renforcement de la présence économique chinoise, l'influence chinoise est renforcée par les embargos internationaux.

Les Chinois sont donc très présents en Corée du Nord : codéveloppement des mines, accords commerciaux dans divers domaines pour le transit de marchandises

par la Chine et l'utilisation des ports chinois. Il y a une véritable inondation du marché nord-coréen par des produits de consommation chinois : au moins sur le plan visuel, on constate une américanisation apparente de la population du Nord (tee-shirts, casquettes de base-ball), qui est en fait le résultat des ventes chinoises. Même si ce marché n'est pas très important pour la Chine, il fait aussi vivre du monde, des entreprises d'État aux commerçants et/ou trafiquants.

Les Chinois pourraient en vérité faire tomber le gouvernement nord-coréen, par exemple en coupant le robinet du pétrole. Ce fut le cas à notre connaissance après le premier test nucléaire. L'interruption fut d'une semaine seulement, et elle ne fut jamais présentée comme telle, mais comme un incident technique.

*BG : Comment analyser le tournant stratégique chinois de 2010 ?*

*FG :* Si on élargit la visée, on constate que la Chine a toujours eu un problème avec l'éventuelle réunification de la péninsule coréenne. Comme le Japon d'ailleurs, car cette réunification est un facteur d'incertitude qui pourrait provoquer un jeu de bascule de la diplomatie coréenne dans son ensemble. En effet, si la Corée se réunifiait, elle deviendrait une puissance majeure en Asie du Nord-Est. Cela pose un problème avec la très influente minorité coréenne installée en Chine, qui est le groupe ethnique le plus puissant économiquement. Le visuel est là aussi éclatant : à Pékin il y a des quartiers entiers avec des panneaux écrits en coréen, de même que dans les provinces du Nord-Est. Ce n'est pas très grave tant que la Corée est divisée en deux États, car cet état de fait empêche l'essor d'un nationalisme unifié mais, avec la réunification, ce problème apparaîtrait.

En outre, il y a incontestablement en 2010 une évolution, voire un réexamen historique de la politique étrangère chinoise qu'il ne faut peut-être pas qualifier de révisionniste mais plutôt d'irrédentiste : c'est-à-dire la volonté de restaurer progressivement les droits et l'influence que s'attribuait la Chine impériale avant l'arrivée des Occidentaux et des Japonais. Il y a donc un retour et une reconstruction de l'histoire point par point. On le voit dans le domaine maritime, et avec le choix d'une véritable politique de prise de gage, politique et économique, sur la Corée du Nord.

Par ailleurs l'équilibre de la péninsule coréenne au cours de l'histoire est vu très différemment par les Coréens eux-mêmes, au Nord comme au Sud. La Corée se considère en quelque sorte comme la Pologne de l'Asie. Car, à l'instar de la Pologne, elle fut toujours défavorisée dans les règlements internationaux, otage et objet du règlement des grandes puissances qui se faisait par-dessus sa tête. Ce fut le cas entre la Russie et le Japon, cela se poursuit avec l'acquiescement américain à la tutelle japonaise (alors qu'ils ont agi différemment avec les Espagnols aux Philippines...). Les États-Unis ont suivi en Asie du Nord-Est, y compris après

le traité de Versailles de 1919, une politique réaliste de sphères d'influence. Cette vision d'un traitement « à la polonaise » se poursuit avec le règlement de la Seconde Guerre mondiale. Il y eut acquiescement dès Potsdam de la ligne de démarcation, qui est la même, à un degré près, que celle fixée après la guerre de Corée. L'administration Roosevelt s'était représenté la Corée, à la façon de territoires du Pacifique, comme un protectorat qu'il fallait mener lentement vers une indépendance pour laquelle la situation n'était pas mûre. Les réticences à l'égard du bouillant Syngman Rhee jouèrent un rôle dans cette réserve.

Il faut noter aussi la rivalité entre Corée du Nord et Corée du Sud sur un autre point : qui est le plus patriote des deux ? Il y a la double revendication de la réunification, chacun voulant l'incarner. Syngman Rhee, le président coréen pendant la guerre de Corée, avait même déclaré que si le Japon se joignait à l'effort de guerre, il changerait de camp et s'allierait avec les Nord-Coréens... Mais, dans cette concurrence patriotique, le Nord a toujours gagné, ce qui est malaisé à comprendre sauf par ceux qui connaissent la littérature coréenne, qui suivent les manifestations et les mouvements de contestation. Ainsi, l'affaire du *Cheonan* en mars 2010 est, selon toute vraisemblance sinon avec des preuves absolues, une provocation de la Corée du Nord. Pourtant 38 % des Coréens du Sud pensent que c'est faux, que leur gouvernement se livre à une manipulation dans un climat de guerre froide. On constate une réelle nostalgie de l'unité nationale et les Coréens du Nord sont crédités d'un attachement à cette unité, ce que l'opinion publique sud-coréenne leur reconnaît volontiers. Ce sentiment coexiste avec la conscience d'un chantage, et la connaissance du totalitarisme politique.

Au Nord, le paradoxe, c'est que ce régime stalinien qui a naguère épuré ses factions concurrentes, y compris les plus proches du camp socialiste, et quels que soient les crimes commis, peut se parer d'avoir maintenu envers et contre tout une certaine forme d'indépendance. En revanche, la Corée du Sud apparaît étroitement dépendante des États-Unis, sauf parmi les milieux dirigeants et leurs conseillers. Ce sentiment s'était atténué durant les mouvements de démocratisation des années 1980-1990, mais depuis l'échec de la *Sunshine policy* il regagne du terrain. Cette dépendance est plus difficilement acceptée par une part de l'opinion publique.

Dans le jeu de bascule de la péninsule coréenne, dans les jeux d'influence, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle la Chine avait été un acteur mineur. Les grands acteurs étaient la Russie, le Japon, les États-Unis, sauf dans la résistance contre le Japon où les Chinois rappellent volontiers à tous les Coréens leur solidarité. De même, dans le narratif de la guerre de Corée qui est un des grands épisodes qui suivent la prise du pouvoir, les historiens chinois accentuent les responsabilités de Staline dans le déclenchement de la guerre et font de la Chine un participant peu et tardivement convaincu. Les historiens chinois maintiennent cette version

aujourd'hui encore, même si cette représentation des faits est contestée par les archives de la guerre froide.

Aujourd'hui l'ascension de la Chine change la donne. La vision traditionnelle exprimée dans des revues stratégiques chinoises jusqu'à il y a encore deux ou trois ans est qu'historiquement la péninsule coréenne était le verrou stratégique de la protection des provinces chinoises du Nord-Est, et qu'il faut donc en écarter les puissances étrangères : c'est ce qui a justifié la guerre de Corée. On trouve l'écho de cette représentation encore aujourd'hui avec la protestation contre les manœuvres américaines en mer Jaune. Il est vrai aussi que jamais un porte-avions américain n'a été aussi proche de la capitale chinoise que le *Ronald Reagan* en février 2011.

On peut aussi considérer que la Chine est peut-être en train d'évoluer vers la consolidation de l'existence de deux Corées et d'un rapprochement avec la Corée du Nord. Cela explique le soutien au régime nord-coréen, les coûts que cela entraîne n'étant plus un obstacle dans la mesure où ils peuvent être facilement supportés par la Chine, et compensés par les concessions nord-coréennes. Avec l'idée aussi que la dynastie Kim touche sans doute à sa fin, mais que le régime peut être préservé si on passe à une direction plus collective. Pékin n'influence pas directement Pyongyang, mais façonne un cadre d'évolution.

Toutefois, ce scénario de la résilience du régime coréen suppose une absence de réaction de la société nord-coréenne. Or l'écart entre les deux Corées est de plus en plus colossal.

*BG : Comment la population nord-coréenne peut-elle se soulever ?*

*FG :* On a vu le régime nord-coréen donner l'apparence d'une réforme économique, mais ce n'était qu'une apparence : il a eu peur de lancer une dynamique économique et sociale qui lui serait défavorable. En outre, le gouvernement nord-coréen n'a pas les moyens de lancer une réforme libéralisante. Ce fut possible en Chine car il existait un immense marché intérieur. Même le Vietnam, beaucoup plus grand que la Corée du Nord, a mis quinze ou vingt ans pour confirmer ses réformes économiques – et n'a pas encore stabilisé la situation.

*BG : Quelle est la nature des relations entre le Japon et les Corées aujourd'hui ?*

*FG :* Le Japon, depuis 1945, si on regarde dans le long terme, conserve une influence par des liens économiques et même politiques sous-jacents. Ceux-ci se sont maintenus malgré les clichés, et ce depuis les années 1960, à la suite du traité de paix signé par le Premier ministre Kim Jong-pil : ce pilier centriste de la politique d'après guerre avait toujours été proche du Japon.

Les données économiques et humaines sont à prendre en compte car il y a un degré élevé d'interpénétration. Les échanges commerciaux sont très importants

entre le Japon et la Corée du Sud, entre celle-ci et la Chine, entre la Chine et le Japon. En pourcentage de PIB, les échanges entre la Corée et le Japon et la Corée et la Chine sont plus importants que les échanges entre les pays de l'UE : à cette réserve près que ce n'est pas un marché commun. On peut parler d'atelier unifié, et cela malgré l'absence de zone de libre-échange. Il n'existe pas même un traité bilatéral de libre-échange – aucun traité de la sorte n'ayant encore été signé entre la Corée et le Japon, ni entre la Chine et la Corée. Ces liens sont néanmoins colossaux, leur essor a commencé avec la fin du « débouclage » de l'autoritarisme et du dirigisme économique sud-coréens, et donc avec la porte ouverte à des alliances avec des entreprises japonaises en Corée du Sud. Celles-ci ont aussi été rendues possibles par la montée en puissance des « chaebols », les grands groupes coréens fournisseurs et concurrents des entreprises japonaises.

Même les gouvernements japonais les plus conservateurs et les plus nationalistes sont capables sur le plan économique de penser à des standards informatiques communs, à l'adoption de normes communes pour créer par exemple des projets alternatifs aux normes Microsoft, projets auxquels les Chinois sont aussi associés. C'est un réflexe de pragmatisme économique. Ainsi, malgré le climat actuel de suspicion entre la Chine et le Japon, malgré la méfiance des Japonais envers les Chinois, on continue les affaires. Ce que résume un expert chinois avec cette formule : « l'esprit le veut mais la chair est faible » – autrement dit, du point de vue politique, on aimerait résister mais, du point de vue économique, le pragmatisme l'emporte.

Depuis toujours le rôle de la communauté coréenne émigrée, issue de l'époque de la colonisation et de la guerre et dont la mentalité politique est marquée par cette époque, est majeur. Ces liens communautaires marquent les relations coréo-japonaises. Malgré le temps, ils sont restés très étroits car la communauté coréenne du Japon fait encore souvent vivre les familles restées en Corée du Nord. Pour cette dernière c'est une ressource prépondérante, et ces Japonais coréens représentent un lobby potentiel. De plus, le particularisme coréen au Japon, l'absence d'intégration complète ont permis de créer un facteur politique durable.

Sur le plan géopolitique, des dirigeants japonais ont été tentés par plusieurs options... Les kidnappings de citoyens japonais, enlevés souvent pour devenir des enseignants de langue, n'ont longtemps été évoqués que par la presse nationaliste japonaise. En Corée du Sud persiste une véritable omerta sur les milliers de kidnappings qui ont eu lieu entre les années 1960 et les années 1980. C'était un tabou au Japon, comme en Corée aujourd'hui.

Il faut aussi tenir compte de l'héritage de l'histoire. Par pragmatisme mais aussi par crainte d'une réunification, les dirigeants japonais ont souvent joué l'existence des deux Corées eux aussi. Le conservateur Shin Kanemaru, qui alla (avec une personnalité socialiste) en Corée du Nord en 1990, avait probablement

bénéficié de fonds nord-coréens. Le Parti socialiste japonais, par l'intermédiaire des jeux de hasard (*pachinko*) avait aussi des liens forts avec la Corée du Nord. Paradoxalement, seul le Parti communiste japonais est resté à l'écart.

Il y a aussi une politique d'ouverture qui présage le début d'une prise d'autonomie du Japon dans l'alliance avec les États-Unis qui va se manifester avec le célèbre voyage du Premier ministre Ozawa en septembre 2000, voyage surprise à Pyongyang, dont les Américains n'étaient pas prévenus et qu'ils n'ont pas apprécié.

L'accord surprise alors conclu avec Kim Jong-il pour régler la question des kidnappings n'a jamais abouti : en raison des forces nationalistes qui se mobilisent, et aussi parce que Pyongyang ne veut pas perdre le contrôle de ces kidnappés. Le Japon est en outre le parent pauvre des négociations à six. C'est celui qu'on néglige souvent quand il y a l'amorce ou l'apparence d'un début de règlement, en particulier le point de vue japonais sur les kidnappés. La Chine s'oppose aussi à tout rôle spécifique japonais, car elle veut limiter l'influence du Japon en Asie du Nord-est.

On a un épisode très parlant. En octobre 1998 a lieu la vraie réconciliation historique nippo-coréenne, entre le Premier ministre Ryutaro Hashimoto et le Président Kim Dae-jung, avec des excuses écrites de la part du Japon à l'endroit de la Corée. Ce sont de véritables excuses, sans restriction. Pourquoi aller jusque-là ? C'est l'époque de l'alternative démocratique : Kim représente une force de réconciliation, il a vécu au Japon.

Or cette réconciliation écrite est le point de départ d'une brouille sino-japonaise, au moins de 1998 à 2006. Le président Jiang Zemin vient à Tokyo un mois plus tard et demande des excuses écrites, en posant une autre exigence : que le Japon annonce formellement que le périmètre de sa coopération de sécurité avec les États-Unis laisse de côté Taïwan.

Quand le Japon joue un rôle de premier ordre, c'est généralement dans un triangle de coopération avec les États-Unis. Ce fut le cas au sein du TICOG (*trilateral coordinating group*) créé entre les trois pays après l'accord de Genève entre États-Unis et Corée du Nord en 1994. Littéralement effacé par la mésentente politique entre Japon et Corée du Sud sous le président Roh Moo-hyun, il revient sur le devant de la scène aujourd'hui. L'élection du président Lee Myung-bak, mais surtout le tournant pris par la politique chinoise en 2010 conduisent les trois pays à resserrer leurs liens : Corée du Sud et Japon évoquent même leurs liens militaires directs. Leur rapprochement est facilité par l'élection du conservateur Lee Myung-bak, après une forte époque de brouille entre le Japon et Kim Dae-jung, populiste adepte de la *Sunshine Policy* désireux d'enfourcher les querelles nationalistes avec le Japon. Après le deuxième test nucléaire, le TICOG retrouve un rôle public mais il s'agit de relations bilatérales : Corée/États-Unis, Japon/États-Unis, pour que celles-ci se resserrent.

## HÉRODOTE

On le voit, les incidents autour de la péninsule coréenne en 2010, comme la tension sino-japonaise, illustrent une vérité : les liens économiques n'assurent pas à eux seuls une convergence politique régionale. Inversement, il faut le reconnaître, les tensions politiques ne mettent pas fin à l'intensification des échanges. Seul le plus faible des acteurs régionaux, la Corée du Nord, conserve paradoxalement la capacité de refuser l'interdépendance économique. Encore y est-il de plus en plus contraint avec la Chine.